



La mafia orchestrée autour de ONE ALL SPORT par la FECAFOOT avec ses alliés à la présidence de la République est devenue un problème d'Etat. En effet, suite à la visite du Conseiller Afrique du président français, Emmanuel Macron au Cameroun, Paul Biya a instruit son gouvernement de trouver très rapidement une solution entre LCS, (propriétaire de Coq Sportif) et la FECAFOOT. Car, Franck Paris a clairement rappelé aux autorités camerounaises qu'en vertu des accords de coopération judiciaire qui existent entre le Cameroun et la France, il n'était pas normal que la décision du juge en référé qui annule la rupture du contrat de Coq Sportif ne soit pas appliquée. Plus grave une rupture au profit d'une société écran spécialisée dans le blanchiment d'argent.

Après avoir été reçu par Paul Biya, Franck Paris a été reçu par le ministre des Sports, Narcisse Kombi Mouelle.

Sur instruction de Paul Biya, le gouvernement doit lui faire parvenir dans les plus brefs délais une proposition d'un arrangement afin d'éviter un scandale judiciaire qui pourrait compliquer les relations entre Paris et Yaoundé et détruire la confiance des investisseurs.

Paul Biya n'a pas confié le dossier à son secrétaire général, Ferdinand Ngoh Ngoh alias l'homme à la punk qu'il sait fortement impliqué dans la mafia autour de ONE ALL SPORT, mais à son directeur de cabinet civil Samuel Mvondo Ayolo. Ce dernier a immédiatement répercuté

les instructions du chef de l'Etat à la primature et au ministre des sports.

Le premier ministre, Dion Ngute et les conseillers juridiques de la primature ont fait savoir au ministre des Sports dont l'expertise juridique est également requise, qu'ils étaient favorables au maintien de Coq Sportif comme équipementier des Lions Indomptables. Dion Ngute a indiqué qu'il n'approuve pas la démarche de la FECAFOOT et qu'il n'est pas judiciable se mettre à dos un partenaire dans ces circonstances.

La semaine dernière, les autorités camerounaises se sont entretenues avec les responsables de Coq Sportif . Samuel Eto'o allais Dadis Camara n'a pas été invité à cette réunion qui s'est déroulée par vidéo conférence. Au terme de la réunion, il a été demandé à Coq Sportif de présenter ses prétentions et trois options ont été mises sur la table (nous y reviendrons le moment opportun). En terme de prétentions financières, Coq Sportif réclame désormais près de 16 milliards Fcfa à la FECAFOOT pour dommages et intérêts. Qui paiera cette note ? Le dossier est donc désormais sur la table de Paul Biya qui attend les propositions finales du gouvernement pour trancher.

Boris Bertolt
